

Déclaration FNEC-FP FO 89 CSA-SD de repli du 19/02/2025



Monsieur le Directeur Académique,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour le CSA-SD de repli qui traite de la carte scolaire pour la rentrée 2025. Celui-ci se tient suite au boycott du CSA-SD par l'ensemble des représentants des organisations syndicales, du fait, notamment, de vos méthodes qui viennent s'ajouter à une nouvelle baisse du nombre de personnels dans le département et aggraver la colère.

Comme vous l'avez constaté, la mobilisation est historique : des dizaines d'écoles se sont lancées dans une mobilisation durable, des blocages, des opérations école morte, des pétitions, des rassemblements devant les écoles, devant la DSDEN, des mouvements de grève... sont organisés et se multiplient, réunissant enseignants, parents et élus, tant dans les quartiers que dans la ruralité.

C'est d'ailleurs le cas aujourd'hui et nous l'entendons : la colère est immense.

Monsieur le Directeur Académique, comme nous vous en avons alerté, vos méthodes ne sont pas étrangères à l'ampleur de cette mobilisation. Vous avez notamment refusé de recevoir les délégations d'écoles, alors que c'était la coutume depuis plus de dix ans. Les documents indiquant votre projet ne nous sont parvenus que très tardivement au delà des délais réglementaires, des pressions ont été exercées sur les collègues invoquant un devoir de réserve qui n'existe pas...

Mais, en tout état de cause, c'est avant tout votre projet de carte scolaire qui est rejeté : avec 15 postes supprimés pour notre département, ce sont 26 fermetures qui sont prévues et ça ne passe pas. Ces 26 fermetures de classes sont rejetées massivement, partout.

Vous avez été contraint de lâcher très rapidement sur plus de 40 écoles pour tenter d'éteindre le feu... mais cela ne suffit pas ! La mobilisation se poursuit et s'intensifie.

Comme l'a écrit le *comité des écoles mobilisées contre les fermetures de classe* (regroupant des enseignants et parents de 17 écoles menacées), à Mme la Ministre : il est hors de question de demander de fermer dans une autre école plutôt que dans la sienne. Il est question d'obtenir les postes nécessaires pour annuler toutes les fermetures de classes !

Et la création de tous les postes nécessaires : nous continuons à exiger que les postes soient créés, en particulier pour les élèves en difficulté ou en situation de handicap, dans les RASED, les CASNAV et dans les structures spécialisées. Au lieu de ça, vous prévoyez de fermer encore un poste de RASED, alors qu'ils sont à l'os ! C'est indécent.

Nous demandons également que les postes de remplaçants soient maintenus, et nous constatons, en passant, que les postes de remplaçants Brigade Formation Continue sont requalifiés : nous le refusons. Cela prépare, sans nul doute, la disparition de la formation continue sur le temps de travail et c'est inacceptable.

Dans le second degré, nous déplorons également la baisse alarmante d'heures postes, à la hauteur d'au moins 16 équivalents temps plein. L'augmentation des heures supplémentaires implique la multiplication des postes partagés sur 2 voire 3 établissements. L'effet de seuil d'effectifs par classe passe à plus de 31. Ce n'est pas tenable.

Tout cela entraîne une nouvelle dégradation des conditions de travail. Là encore les mobilisations se multiplient dans les établissements.

C'est indéniable : contrairement à ce qui est rabâché partout, l'Éducation Nationale n'est en rien préservée.

Le budget passé à coup de 49-3 par le gouvernement et ses soutiens dégrade encore les conditions de travail et d'apprentissage. Nous le refusons ! Nous exigeons des moyens et des postes pour l'École Publique, l'abandon de toutes les fermetures de classes, le maintien des DHG, les créations partout où c'est nécessaire, notamment pour les élèves en difficulté et en situation de handicap !

La mobilisation se poursuit et ne faiblit pas. Demain, les personnels seront en grève et se rassembleront à nouveau devant les inspections à Sens et à Auxerre. Nous ne lâcherons pas !

Merci pour votre attention.